

Nouveaux Cahiers du socialisme

Nouveaux
Cahiers du
socialisme

La démocratie en péril : le cas des États-Unis

Donald Cuccioletta

Numéro 17, hiver 2017

Démocratie : entre dérives et recomposition

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/84461ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif d'analyse politique

ISSN

1918-4662 (imprimé)

1918-4670 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Cuccioletta, D. (2017). La démocratie en péril : le cas des États-Unis. *Nouveaux Cahiers du socialisme*, (17), 58–66.

La démocratie en péril : le cas des États-Unis

DONALD CUCCIOLETTA¹

Crise du capitalisme : fin de la démocratie sociale libérale

La démocratie, celle qui est mise en péril aujourd'hui, repose sur le social libéralisme. Ce modèle démocratique s'est, pour l'essentiel, développé après la Deuxième Guerre mondiale dans l'ensemble des pays capitalistes avancés. Issu du keynésianisme, le libéralisme social constitue alors la réponse du monde capitaliste au modèle soviétique, l'interventionnisme étatique caractérisant l'ère d'un État-providence soucieux de mieux répartir les richesses. L'après-guerre est aussi une période fortement perturbée par de nombreuses grèves menées par une classe ouvrière radicalisée et des organisations syndicales déterminées à réformer en profondeur la société. C'est dans ce contexte d'exacerbation de la lutte des classes et de la rivalité Est-Ouest qu'il faut situer le passage à la démocratie sociale que l'on peut interpréter comme une possibilité pour la bourgeoisie occidentale de temporiser les effets des revendications ouvrières sans pour autant nuire aux taux de profit qui connaîtront même une hausse considérable au cours des décennies qui suivront.

En dépit de la guerre froide, les trente années de croissance caractéristiques du fordisme ont en effet permis de conjuguer à la fois de forts taux de rentabilité pour les entreprises et des hausses substantielles des salaires, d'où cette appellation de démocratie sociale. Stratégie ponctuelle dans l'histoire du capitalisme, le modèle d'après-guerre allait toutefois entrer en crise à la fin des années 1970 dans le contexte de la mondialisation et de l'émergence sur le terrain idéologique d'un contre-modèle que la première ministre britannique Margaret Thatcher imposera chez elle de manière implacable. Les « trente glorieuses » prennent ainsi fin avec la crise budgétaire que traversent la plupart des États du capitalisme avancé et une exacerbation de la concurrence que rend possible notamment la mondialisation des marchés. En se substituant au libéralisme social, le « néolibéralisme » va générer sur le plan politique un changement du type de gouvernance, que nous pourrions qualifier de démocratie « fonctionnelle », plus adapté aux conditions nouvelles de la course aux profits.

Il y a plus d'un siècle, l'une des figures les plus brillantes du libéralisme, Alexis de Tocqueville, affirmait déjà ceci : « J'ai pour les institutions démocratiques un goût de tête, mais je suis aristocratique par l'instinct, c'est-à-dire que je méprise et crains la foule. J'aime avec passion la liberté, la légalité, le respect des droits, mais

¹ Chercheur à l'Observatoire sur les États-Unis de la Chaire Raoul-Dandurand de l'Université du Québec à Montréal.

non la démocratie² ». Propos que Daniel Bensaïd traduisait comme l'expression de la « peur des masses et la passion de l'ordre » caractéristiques de l'idéologie libérale, « pour qui le terme de démocratie n'est en somme que le faux nez du despotisme marchand et de sa concurrence non faussée³ ».

En somme, pour le 1 % de la population mondiale comme pour ses maîtres à penser, la démocratie ne serait qu'une espèce de mirage destiné à permettre l'accumulation du capital. Toute l'histoire des deux derniers siècles illustre ainsi la manière dont le capitalisme traverse les crises de restructuration nationale et internationale (comme c'est le cas aujourd'hui), forçant les systèmes politiques à se restructurer également.

L'instauration de plans d'austérité par les divers gouvernements s'accompagne conséquemment de mesures régressives qui annoncent une forme nouvelle d'interventionnisme étatique moins providentiel qu'autoritaire. La montée de l'extrême droite en Europe et les dérives d'un Trump aux États-Unis permettent de voir en quoi, dans un contexte de crise, les démocraties libérales peuvent laisser libre cours à des discours réactionnaires, voire néofascistes, qui servent des intérêts économiques et financiers oligarchiques et qui dévoilent la vraie nature des démocraties représentatives. Le titre du roman de fiction de Susan George, *Cette fois, en finir avec la démocratie*⁴, décrit d'ailleurs fort bien la période de recul dans laquelle nous entrons.

Un nouvel ordre mondial capitaliste : la montée de la démocratie autoritaire

Groucho Marx⁵ ironisait de manière corrosive dans les années quarante sur le fait qu'« on peut tout prévoir sauf l'avenir ». On peut néanmoins, à défaut d'être devin, constater aujourd'hui un fait indéniable : les États-Unis sont entrés dans une ère de turbulences et de transformations sociopolitiques. Après avoir dominé le monde pendant plus de cinquante ans, ils connaissent un certain déclin que cherchent à combattre les nostalgiques de la grandeur américaine si chère aux néoconservateurs.

Dans un article récent, Michael Ignatieff⁶ prévoit l'avènement d'un monde plus divisé que jamais, opposant de l'intérieur un capitalisme autoritaire à une démocratie de moins en moins libérale. Face aux prétentions impériales porteuses d'un projet démocratique, la plus grande menace à laquelle nous

2 Voir Alexis de Tocqueville, dans la *New York Herald Tribune*, 25 juin 1853, cité par Daniel Bensaïd, « Le scandale permanent », dans Giorgio Agamben, Alain Badiou, Daniel Bensaïd, Wendy Brown, Jean-Luc Nancy, Jacques Rancière, Kristin Ross et Slavoj Žižek, *Démocratie dans quels États ?*, Montréal, Écosociété, 2009, p. 18.

3 *Ibid.*, p. 18.

4 Susan George, *Cette fois, en finir avec la démocratie. Le rapport Lugano II*, Paris, Seuil, 2012.

5 Surnom donné à Julius Henry Marx (1890-1977), un comédien américain associé au burlesque.

6 Michael Ignatieff, « The New World Disorder », *The New York Review of Books*, vol. 61, n° 14, 25 septembre 2014, p. 30-33.

confronte le nouvel ordre mondial serait paradoxalement la disparition de la démocratie sociale libérale⁷.

Que signifie la fin de la démocratie libérale, sinon une soumission organisée des États-nations au modèle économique néolibéral qui exige d'affaiblir la souveraineté nationale des pays qui souhaitent réguler davantage leur économie sans demander la permission aux institutions financières d'envergure qui sont devenues plus puissantes que les gouvernements ? La fin des démocraties libérales et sociales-libérales signifie dans les faits qu'un autre pouvoir surplombe désormais le pouvoir politique lui-même : le pouvoir financier qui transforme l'exercice démocratique en exercice gestionnaire purement calculateur.

Ce modèle politique supprime les exigences de justice et de progrès héritées de l'histoire des luttes sociales et démontre que la démocratie ne constitue pas une finalité intrinsèque du capitalisme. Réduite à l'état de discours légitimateur sans fondement structurel réel, la démocratie est devenue une illusion qu'il faut entretenir du simple fait que l'idéal de liberté des Lumières demeure toujours à l'origine politique de la nation américaine. Voilà pourquoi les néoconservateurs s'entêtent à répéter : « Le capitalisme est inséparable de la démocratie. La démocratie nous permet d'être libres. Le capitalisme nous rend libres ». Dans sa composante politique, le néolibéralisme tend à réduire les espaces démocratiques en menaçant les assises de la citoyenneté. Les privatisations des sociétés d'État, l'affaiblissement du mouvement syndical, les délocalisations massives des industries, la remise en question des programmes de santé universels, l'accès à un système d'éducation public ou à l'assurance-chômage dévoilent le « vrai visage » du capitalisme contemporain. L'avenir appartient à l'entreprise privée et le « libéralisme social » est devenu une entrave à la prospérité économique.

La démocratie étatsunienne, minée par l'argent

La critique de la démocratie américaine nous oblige par ailleurs à interroger son système politique et électoral, lequel est miné par de profondes distorsions. Il faut souligner que si peu de gens votent, ce n'est pas en raison d'un total désintérêt pour la chose publique⁸. Au niveau local et municipal surtout, il y a une longue tradition historique de participation élevée (jusqu'à 85 %) qui tient en partie à la proximité des élu-e-s avec leurs concitoyens et leurs concitoyennes.

7 Citant Richard Haass, le président du Council on Foreign Relations, Ignatieff écrit : « Une nouvelle politique étrangère avec la capacité de rencontrer le double défi d'un nouvel autoritarisme et d'un nouvel extrémisme doit commencer par le renforcement de la démocratie dans le pays. Si le dysfonctionnement de la démocratie continue, le risque n'est pas uniquement de créer une paralysie domestique, mais surtout de promouvoir l'aventurisme international dangereux pour la paix mondiale ». Notre traduction. *Ibid.*, p. 33.

8 La participation à l'élection présidentielle en 2000 a été de 59,3 %, en 2008 de 61,6 % et en 2012 de 61 %.

Toutefois, au niveau fédéral (la présidence et le Congrès), de nombreux obstacles entravent l'exercice même du droit de vote : obligation de s'enregistrer, de prouver sa citoyenneté, de citer de mémoire certains passages de la Constitution, etc. Ce manque de participation aux élections, surtout des couches populaires, est profitable à la droite. Paul Wyrich, cofondateur de la Heritage Foundation (centre de recherche subventionné par l'élite financière américaine), est fier de dire que la droite a plus de chances de gagner quand le pourcentage des votants est bas.

Plus sclérosé que jamais, le dispositif législatif est de surcroît déstabilisé par la prédominance des groupes d'intérêts et de pression. Ces groupes investissent les comités d'action politique, les PAC (*political action committees*) ou, plus récemment, les « super PAC » qui regroupent notamment plusieurs entreprises. Grâce à leur capacité de dépenser de larges sommes d'argent (entre autres pour payer de la publicité), ils tiennent littéralement le législateur en otage. Peu osent les contester de peur de subir le mécontentement des grandes entreprises qui financent les campagnes électorales.

En 2009, 13 700 lobbyistes ont dépensé 3,5 milliards de dollars pour influencer les décisions politiques. Ce qui représente en moyenne 6,5 millions de dollars par élu (il y a 535 élu-e-s au Congrès : 100 au Sénat et 435 à la Chambre des représentants). Lors de l'élection présidentielle de 2008, les grandes entreprises du secteur financier ont à elles seules dépensé 1,7 milliard de dollars⁹. En 2011, une décision partagée de la Cour suprême (cinq juges contre quatre) a décrété que les grandes entreprises comme les individus avaient le droit, sans aucun plafonnement de dépenses, de contribuer financièrement aux partis et aux candidats et candidates. On ne peut s'étonner, dans un tel contexte, que le Congrès soit incapable d'augmenter le taux d'imposition des entreprises.

Dans l'histoire des États-Unis, des périodes d'expansion des droits et des libertés et d'effervescence citoyenne sont suivies régulièrement pas des phases de régression démocratique. Cela a été particulièrement évident dans les années 1950 avec la mise en place d'un dispositif juridique, policier et politique pour verrouiller l'expression politique des dissidents et les marginaliser. Dans les années 1980, à l'époque de Reagan, on a assisté à un processus semblable. Depuis longtemps donc, les États-Unis sont le terrain privilégié d'une sorte de totalitarisme que le philosophe Sheldon Wolin qualifie d'« inversé¹⁰ ». Pour Wolin, en effet, le système démocratique américain s'appuie sur des structures et des institutions au sein desquelles le politique est subordonné à l'économique. Cette subordination du politique se traduit concrètement par l'évacuation des citoyens et des citoyennes et notamment ceux des couches populaires hors du processus décisionnel, n'ayant ainsi aucun mot à dire sur les agissements

9 Voir l'Office du budget électoral présidentiel pour l'année 2008 et le rapport de la Commission de surveillance du Sénat pour 2009.

10 Sheldon S. Wolin, *Democracy Incorporated. Managed Democracy and the Specter of Inverted Totalitarianism*, Princeton (NJ), Princeton University Press, 2008.

économiques. Cela expliquerait la montée d'un populisme, de droite comme de gauche, qui réclame au nom de principes politiques opposés un nouveau modèle politique pour les États-Unis.

Le duopole persistant (républicains et démocrates) du système politique américain serait un élément fondamental de ce « totalitarisme inversé » que nous qualifions aussi de « totalitarisme de l'argent ». Par leur colossal pouvoir monétaire, ces deux formations excluent toute autre forme d'expression politique qui voudrait se constituer comme présence d'envergure dans le paysage américain.

Pour les élites politiques et financières néoconservatrices, les intérêts de la nation américaine résident dans le succès des entreprises et non dans l'élargissement des services publics qui ne profiteraient, aux dires de Mitt Romney, qu'à « ceux qui dépendent de la société ». Ces oligarques prétendent que quiconque souhaite s'en sortir et réussir peut bénéficier du « libre marché ». Lorsque dans un pays, « 1 % » de la population contrôle 58 % des revenus et que 41 % des travailleurs et des travailleuses vivent sous le seuil de pauvreté, on a raison de parler d'un totalitarisme oligarchique de l'argent.

La démocratie n'est plus l'affaire des masses, si jamais elle le fut, mais un instrument, un outil aux mains d'une mince couche de privilégiés. Warren Buffet, un des entrepreneurs les plus riches au monde, avouait lors d'une entrevue qu'il y avait bel et bien aux États-Unis une guerre de classes, « mais, ajoutait-il, c'est ma classe, la classe des riches, qui mène la guerre, et nous la gagnons¹¹ ». Nous pouvons affirmer avec certitude que Buffet n'est pas un marxiste, même s'il reconnaît l'existence de la lutte des classes. Buffet sait cependant que « sa classe » devra gagner cette guerre pour maintenir son pouvoir.

La multiplication des médias corporatistes qui produisent de la propagande et génèrent de l'obéissance, le surarmement des forces policières et la montée des idées réactionnaires pavent la voie à un autoritarisme protéiforme (politique, racial, culturel, etc.). Le sort de la démocratie américaine est compromis et ceux qui prétendent la défendre sont à l'origine de ce qui la menace.

Les armes à feu tuent la démocratie

Qui plus est, plusieurs tribuns néoconservateurs font du « droit inaliénable de posséder des armes à feu » une condition essentielle de la survie des libertés individuelles et des droits de la personne. Mais en quoi le droit de se protéger à l'aide d'une arme à feu permet-il à la démocratie d'exister ? Dans un pays où chaque citoyen possède un fusil de chasse ou une arme de poing, en quoi cela est-il garant de la liberté ? Les populistes de droite ne cessent pourtant d'évoquer,

11 Ben Stein, « In class warfare, guess which class is winning », *New York Times*, 26 novembre 2006.

à l'instar de la National Rifle Association (NRA), le deuxième amendement¹² de la Constitution américaine ratifiée en... 1791.

Plus grande force militaire du monde, les États-Unis sont dotés d'organisations policières et de services secrets (FBI, CIA, DEA¹³, les services de police municipaux et étatiques, etc.) qui ensemble assurent un tel contrôle de la « sécurité nationale » que la possession personnelle d'armes à feu devient presque dérisoire.

Cependant, un esprit du *Far West* demeure profondément ancré dans la mythologie américaine et dans sa conscience politique. Ce mythe anime particulièrement les populations du Sud des États-Unis, en particulier au Texas où chaque citoyen – et citoyenne – peut porter une arme à feu en public pour se défendre, à la manière des cowboys. Richard Slotkin affirme que le « mythe de la frontière de l'Ouest assume que la conquête des Premières Nations par les Blancs et la subjugation du territoire a prédéterminé une société colonialiste ou impérialiste¹⁴ ». Cette idée s'est projetée dans la politique internationale des États-Unis depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Les soldats surnommaient d'ailleurs le Vietnam, le « pays des Indiens » (*Indian Country*).

En considérant légitime et légal que les armes à feu soient nécessaires à l'exercice de la démocratie et au respect de la Constitution, il devient impossible de remettre en question leur libre circulation, pourtant à l'origine des tueries qui scandent les bulletins de nouvelles¹⁵.

On estime que plus de 283 millions d'armes à feu circulent actuellement entre les mains des citoyens et des citoyennes des États-Unis¹⁶. En 2015, on dénombrait 372 tueries, 475 morts et 1870 blessé-e-s par balle¹⁷. Entre 1968 et 2011, plus de gens sont morts par balle aux États-Unis (1,4 million) que dans toutes les guerres (1,2 million) auxquelles les États-Unis ont participé depuis la Révolution américaine de 1776¹⁸. Il est donc permis de tracer un parallèle entre ce culte des armes dominant et la manière privilégiée par laquelle les États-Unis

12 Le deuxième amendement, inscrit dans le *Bill of Rights* qui contient les amendements à la constitution se lit comme suit : « Une milice bien organisée étant nécessaire pour la sécurité d'un État libre, il ne pourra être porté atteinte au droit du peuple de détenir et de porter des armes ».

13 FBI: Federal Bureau of Investigation; CIA: Central Intelligence Agency; DEA: Drug Enforcement Administration.

14 Richard Slotkin, *Gunfighter Nation. The Myth of the Frontier in Twentieth-Century America*, New York, Antheneum Books, 2009, p. 122.

15 Après la tragédie de Sandy Hook où 22 enfants ont été tués par un homme armé d'un fusil d'assaut (une arme militaire), les défenseurs des armes à feu ont répété *ad nauseam* que si les institutrices avaient été armées, il y aurait eu moins de morts. Quinze jours après l'attentat, la vente des armes à feu avait augmenté de 15 % à l'échelle du pays. « *The only thing that can stop a bad guy with a gun is a good guy with a gun* » était le mot d'ordre d'une large majorité d'Américains et d'Américaines.

16 Voir *BBC News*, le 5 janvier 2016, <www.bbc.co.uk/programmes/b06v21lt>.

17 *Ibid.*

18 *Ibid.*

prétendent « répandre la démocratie » à l'échelle internationale, c'est-à-dire par des conflits armés. Et de même ce n'est pas un hasard si le nombre de milices d'extrême droite armées a quadruplé aux États-Unis depuis l'élection de Barack Obama en 2008.

Il faut donc ajouter dans le portrait de la démocratie américaine l'oligarchie des armes, responsable d'un chaos organisé nourri par un imaginaire de la violence : le totalitarisme inversé inclut ainsi une conception totalitaire de l'usage des armes à feu, symbole ultime de l'individualisme de cette société.

La haine de l'autre menace la démocratie

Depuis leur origine, les États-Unis apparaissent comme un creuset, une « mosaïque culturelle », ou encore, plus familièrement, comme un « bol de salade » contenant des populations disparates unies par une volonté commune. Les nombreuses vagues d'immigration qu'ont connues les États-Unis ont non seulement permis de peupler le pays, mais de développer un idéal de « recommencement, de liberté et de réussite économique ». Or, la réalité du Nouveau Monde, c'est aussi l'esclavage. D'abord, celui des Autochtones, puis celui des Africains.

Dans son poème *J'entends l'Amérique chanter, j'entends les sons variés*, Walt Whitman propose une vision positive des vagues d'immigration qui permettra à James Truslow Adams¹⁹ d'inventer l'expression qui caractérise le mieux le mythe le plus ancré dans l'imaginaire américain : *l'American Dream*.

Aujourd'hui, les États-Unis sont aux prises avec une nouvelle montée de « nativisme²⁰ ». Ce néonativisme se caractérise par une hostilité à l'égard des programmes sociaux qui, selon ses adeptes, avantagent les minorités et les rendent dépendantes du gouvernement. Ils s'opposent aussi fermement à toute forme de discrimination positive. Le Parti républicain est lui-même traversé par divers courants nativistes. Cette frange suprématiste du Parti républicain juge d'ailleurs que la culture chrétienne des Blancs des États-Unis est menacée et souhaite mettre un terme à l'immigration. Par exemple, durant les « années de Bill Clinton », Pat Buchanan, un des ténors de l'extrême droite, louait les « séparatistes blancs » pour dénoncer ceux qui n'avaient pas fermé les portes à une « vague » d'immigration hispanophone soi-disant incontrôlée.

Le Caucus conservateur du Parti républicain, fondé par Joseph Coors (propriétaire de la brasserie Coors et membre de la *Heritage Foundation*) ouvrait les bras à toutes les organisations de la droite américaine, sauf aux Juifs et aux Afro-Américains. Parmi eux, on retrouve l'animateur populiste d'extrême droite Rush Limbaugh qui affirme que le problème des États-Unis ne réside pas dans le

19 James Truslow Adams, *The Epic of America*, New York, Little Brown, 1931.

20 Le nativisme est apparu à la fin de la guerre civile, coïncidant avec la venue de milliers d'immigrants et d'immigrantes. Le parti des nativistes affirmait qu'un vrai Américain était celui qui pouvait prouver que ses racines remontaient jusqu'aux Treize colonies et qui avait combattu pour la naissance des États-Unis. C'est une idéologie d'exclusion.

« capitalisme sauvage », mais dans le discours des intellectuel-le-s progressistes et des médias. Selon lui, les féministes multiculturalistes (un mot codé qui inclut les militantes féministes afro-américaines, hispanophones et les autres minorités culturelles) sont responsables de la « décadence morale » des États-Unis.

La société américaine est manifestement traversée par de nombreuses fractures. Le refus catégorique de reconnaître la vérité historique et le rôle de l'immigration est aujourd'hui à l'origine des sympathies à l'endroit d'un Donald Trump qui déclarait durant la campagne présidentielle vouloir ériger un mur à la frontière mexicaine afin d'empêcher les immigrantes et les immigrants illégaux de s'établir aux États-Unis. La nostalgie de la « grandeur américaine » se manifeste également dans la volonté d'interdire définitivement l'immigration musulmane et de déporter les musulmans américains dans leurs pays d'origine. La peur de l'autre est un élément essentiel du discours de Donald Trump et de ses semblables de l'extrême droite qui considèrent l'intégration des personnes immigrantes comme un « mythe libéral ». Selon eux, les immigrants et les immigrantes doivent adopter les valeurs américaines et vivre comme leurs concitoyens : être de bons patriotes, afficher le drapeau américain devant leur demeure, conduire de grosses voitures, etc.

Les populistes d'extrême droite réclament « l'unité de l'Amérique » tout en refusant d'admettre la fracture historique et culturelle qui caractérise ce pays. Ils exigent davantage d'interventions militaires à l'étranger, notamment au Moyen-Orient, pour « démocratiser » les pays qui subissent le totalitarisme islamique. Ils refusent toutefois de démocratiser les institutions des États-Unis. De nombreux intellectuels, tels Susan Sontag ou Noam Chomsky, parlent de leur côté d'un néomaccarthysme qui prend la forme d'attaques ciblées²¹ qui invoquent à leur défense « l'antipatriotisme », voire un complot socialiste.

Conclusion : la politique de frustration et la montée de l'extrême droite

S'il y a un totalitarisme de l'argent et un totalitarisme de la violence, il y a aussi aux États-Unis un totalitarisme de la haine qui place cette démocratie en péril.

La population vieillissante de travailleurs et de travailleuses ayant cru au rêve américain a vu ses économies et ses fonds de pension s'évaporer. La classe moyenne, à qui on prédisait un avenir grandiose, a vu les emplois payants disparaître et le marché immobilier s'effondrer, hypothéquant ainsi l'avenir de ses enfants. Aujourd'hui les salaires stagnent, l'écart entre les riches et les pauvres se creuse.

Le climat de déclin se traduit dans la rue par un fort ressentiment à l'égard des élites notamment, sans parler de la police. Les gens sont en colère et ont

21 Surtout quand ces critiques venaient de la part d'un Afro-Américain, d'un hispanophone ou d'un homosexuel. L'auteur a enseigné de 1994 à 2004 à la Plattsburgh State University de New York, où il a vécu les retombées du 11 septembre 2001. Il a été témoin de nombreuses confrontations et d'accusations à travers les États-Unis.

peur pour leur avenir. Le racisme et la haine qu'on croyait sur le point d'être éradiqués ressurgissent. La frustration s'est également tournée en méfiance à l'égard des institutions et du corps politique. Ce scepticisme généralisé a pour effet de créer un vide politique qui, comme tout vacuum, cherche à être rempli.

Cet état d'esprit risque de changer fondamentalement la politique américaine. La montée du populisme chez les Blancs nationalistes xénophobes, homophobes et misogynes en est la preuve tangible. Soufflé par les radio-poubelles et de nombreuses tribunes, le populisme d'extrême droite est parvenu à se draper d'une légitimité idéologique qui risque bien de dominer les États-Unis pour longtemps.

Tout porte à croire, donc, que la démocratie américaine semble devenue une coquille vide. Les élections et les débats législatifs sont circonscrits par une « technique rationaliste » qui détermine le rôle de l'État selon les exigences prescrites par le marché financier. L'idéal républicain est moribond et la logique du marché se substitue aux intérêts de la population américaine. Cette « démocratie néolibérale » a en horreur la solidarité sociale et nationale et prône le « chacun-pour-soi ». Ce totalitarisme inversé a maintenant un ennemi intérieur qu'il a actualisé dans la figure de l'autre : la personne assistée sociale, l'immigrante, la prolétaire noire, la musulmane.

